



L'endettement de la FRANCE



Un flagrant délit de mensonges

Aujourd'hui, je vais vous raconter [l'histoire](#) un peu difficile,

mais oh combien passionnante, de la soi disant faillite de la France qui justifierait les politiques d'austérité. A longueur d'antenne, les dirigeants et leurs journalistes ressassent les mêmes discours : la France vit au dessus de ses moyens, trop de dépenses sociales et « d'assistanat » il faut réduire les budgets des Hôpitaux, EHPAD, Ecole , Culture. Il faut contrôler les chômeurs, réduire les retraites etc etc... Mais dans les documents officiels, c'est tout autre son de cloche ! Je vous lis un passage du Projet de Loi de Finances pour 2013 :

« La progression en volume de la dépense publique a nettement ralenti à partir du milieu des années 90, avec un rythme de progression aux alentours de 2% par an (contre environ 3% dans les années 80) »

et ce graphique présenté dans ce même rapport est éloquent : la progression de la dépense publique est quasiment nulle en 2011. Et pour avoir la suite, je lis aussi un passage du Projet de Loi de Finances pour 2016 :

Depuis 2012, la progression des dépenses publiques a été divisée par 2

et plus loin dans ce même document, un graphique prouve que le déficit de l'état est quasiment nul en 2016. Enfin, dans les Tableaux de l'Economie Française 2017, document annuel de l'INSEE, il est écrit :

« En 2015, les dépenses publiques progressent de 1,3 %, portées comme en 2014 par la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). »

Donc dans les analyses officielles, rarement médiatisées, il est bien affirmé que la hausse des dépenses publiques est faible et que leur progression est due au CICE, qui, rappelons le, coûte chaque année 20 milliards euros, [sans efficacité sur l'emploi](#), ce qui a été parfaitement démontré. Donc, contrairement aux dires des médias, les dépenses sociales stagnent, pénalisant la population, freinant le développement économique et engendrant du chômage. Même le très orthodoxe FMI, qui a imposé nombre de politiques d'austérité dans le monde entier reconnaît, dans un rapport d'octobre 2017, que cette austérité est une entrave à la croissance et au désendettement. Car, malgré les politiques d'austérité et la réduction des déficits publics, les taux d'endettement continuent à grimper. Regardez ce dernier graphique, selon cette ligne, le taux d'endettement n'a cessé de progresser, en 2016 la dette atteint 100% du PIB (revenu de la France). Et la France n'est pas isolée, le cas de la Grèce est caricatural: depuis 2010, la réduction drastique des services publics a entraîné une baisse de 25% du PIB et une augmentation de 50% du taux d'endettement. Alors, où sont les véritables raisons du niveau d'endettement actuel ? C'est d'abord, dans la dégradation des rentrées fiscales avec la réduction des impôts sur les bénéfices des entreprises, sur les revenus des plus fortunés, aggravée par une évasion fiscale massive et décomplexée. Et l'augmentation de la TVA réalisée pour compenser ce manque à gagner pénalise la consommation et la création de richesse. Ensuite, c'est le coût élevé de l'endettement, conséquence des politiques menées depuis 40 ans. En 1973, la bien dénommée loi « Pompidou Giscard Rothschild », a interdit à la Banque de France de prêter à l'État pour contraindre ce dernier à s'endetter sur les marchés financiers privés, à des taux d'intérêt bien plus élevés. En 1992, le traité de Maastricht achèvera l'ouverture des vannes à la spéculation : critère de convergence, indépendance de la BCE... Et ainsi, en 2011, tout l'impôt sur le revenu (41 milliards €) n'a pas suffi pas à payer les intérêts de la dette (47.2 milliards €). En clair, nos impôts sur le revenu servent exclusivement à enrichir les spéculateurs. Mes enfants, refusons cette réduction des services publics et des dépenses sociales pour le seul enrichissement des financiers, exigeons, au contraire, une augmentation des dépenses publiques au service de la population. Sources Projet de loi de Finances pour 2013- Rapport sur la Dépense publique et son évolution Rapport à l'Assemblée nationale projet de loi 2016 Tableaux de l'économie française- Edition 2017 INSEE Site internet France Inflation [Notre article](#) du site

Sources

URL de l'article : <https://www.cuisinedespatrons.com/lendettement-de-france/>